



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,
de la Légalité et de l'Environnement**

Marseille, le **12 FEV. 2026**

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**

**Arrêté n° 2025-257-PC
imposant des prescriptions complémentaires à la société LINDE FRANCE SA
située sur le territoire de la commune de Berre l'Étang**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône**

Vu le code de l'environnement et notamment le titre Ier du livre V, et principalement ses articles L.181-14, R.181-45, et R.512-31 ;

Vu le décret du président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 31 janvier 2025 portant nomination de monsieur Frédéric POISOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, sous-préfet de Marseille ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°171-2002-A du 6 avril 2004 autorisant la société LINDE FRANCE SA à exploiter les installations de conditionnement de gaz industriels sur la commune de Berre l'Étang ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020-303-A du 3 février 2022 autorisant la société LINDE FRANCE SA à modifier les conditions d'exploitation de ses installations situées sur le territoire de la commune de Berre l'Étang ;

Vu le porter à connaissance transmis par la société LINDE FRANCE SA en date du 12 juillet 2024 ;

Vu la demande de compléments de l'inspection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte d'Azur (DREAL) par courriel du 24 juillet 2024 ;

Vu la réponse de la société LINDE FRANCE SA à la demande de compléments par courriel du 30 août 2024 ;

Vu le courrier de la société LINDE FRANCE SA de référence PDM 041124 en date du 4 novembre 2024 comportant une demande de dérogation partielle à l'article 2.4 de l'arrêté ministériel 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725 ;

Vu la demande de compléments de l'inspection de l'environnement de la DREAL par courriel du 14 novembre 2024 ;

Vu le courrier de la société LINDE FRANCE SA de référence PDM 191224 en date du 19 décembre 2024 en réponse à la demande de compléments de l'inspection de l'environnement de la DREAL par courriel du 14 novembre 2024

Vu l'avis du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de référence 473082 en date du 26 mars 2025 ;

Vu le courriel de la société LINDE FRANCE SA en date du 8 septembre 2025 répondant aux recommandations formulées dans l'avis du SDIS ;

Vu les rapports de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Provence-Alpes-Côte d'Azur en dates du 1^{er} décembre 2022 et du 1^{er} octobre 2025 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) en date du 28 janvier 2026 ;

Considérant que la société LINDE FRANCE SA est autorisée par arrêtés préfectoraux n°171-2002-A du 6 avril 2004 et n° 2020-303-A du 3 février 2022 à exploiter des installations de conditionnement de gaz industriels sur la commune de Berre l'Étang ;

Considérant que le projet de modification présenté par porter à connaissance du 12 juillet 2024 susvisé conduit la société LINDE FRANCE SA à apporter les modifications suivantes à ses installations : l'ajout d'un stock de bouteilles de 50 litres de sulfure d'hydrogène, l'augmentation du stock des bouteilles de 50 litres d'ammoniac et la création d'un stockage couvert de mélanges médicaux ;

Considérant que les éléments présentés dans le porter à connaissance de la société LINDE FRANCE SA en date du 12 juillet 2024, complétés par les éléments du courriel du 30 août 2024 et du courrier en date du 19 décembre 2024 susvisés, conduisent à considérer que les modifications envisagées sont notables mais non substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il est nécessaire de corriger les valeurs suivantes dans la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE :

- la rubrique de classement de l'hydrogène est 4715 au lieu de 4511 ;
- la quantité autorisée au titre de la rubrique 4310 ;

Considérant que le projet de modification présenté conduit à modifier l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-303-A du 3 février 2022 susvisé ;

Considérant qu'au regard de l'analyse de risque menée par l'exploitant, concluant à l'absence d'impact du projet de création d'un stockage couvert de mélanges de gaz médicaux sur les conclusions de l'étude de dangers du site, et de l'absence d'effets dominos identifié sur ces stockages, la demande de dérogation à l'exigence de « parois coupe-feu de degré 2 heures » prescrite à l'article 2.4 de cet arrêté ministériel du 10 mars 1997 susvisé peut être acceptée sous respect des conditions suivantes :

- conférer un caractère coupe-feu 2h à la paroi de ce stockage couvert située du côté de l'unité acétylène et du pipe d'acétylène, et ce afin de protéger le stockage des bouteilles de gaz médicaux contre un feu en provenance de l'unité acétylène et du pipe ;
- mettre en œuvre la mesure compensatoire relative à l'interdiction de stockage de produits combustibles et inflammables dans le bâtiment.

Considérant qu'il est nécessaire, au regard des constats fait par l'inspection de l'environnement de la DREAL à la suite de la visite du 29 septembre 2022 faisant l'objet du rapport en date du 1^{er} décembre 2022, de supprimer le classement de l'installation d'eau de refroidissement en circuit fermé utilisée pour refroidir les bouteilles d'acétylène au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des ICPE ainsi que les prescriptions complémentaires applicables à cette installation notamment au titre de la prévention contre le risque de prolifération des légionelles ;

Considérant qu'en vertu de l'article R.512-31 du code de l'environnement, le préfet peut fixer, par arrêté préfectoral toutes prescriptions additionnelles nécessaires pour la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, après avis du CODERST et sur proposition de l'inspection de l'environnement chargée des installations classées ;

Considérant la transmission du projet d'arrêté à la société LINDE FRANCE SA dans le cadre de la procédure contradictoire requise en application de l'article R181-45 du code de l'environnement ;

Considérant les observations formulées par la société LINDE FRANCE SA par mail en date du 27 janvier 2026 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La société LINDE FRANCE SA, dont le siège social est situé au 70 avenue Tony Garnier – CS 70021 – 69304 Lyon Cedex 07, désignée ci-après par l'exploitant, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieures modifiées et/ou complétées par celles du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation des installations de son établissement situé à Berre-l'Étang.

ARTICLE 2 - Conformité au dossier de demande de modification

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes éventuelles sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans le dossier joint à l'appui de la demande en date du 12 juillet 2024 susvisée.

ARTICLE 3 - Modification l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-303-A du 3 février 2022

L'article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est modifié comment suit :

L'exploitant est autorisé à exploiter, sous réserve des dispositions du présent arrêté, les installations classées suivantes :

Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)
41xx		1 rubrique soumise à déclaration
43xx		1 rubrique soumise à déclaration avec contrôle périodique et 1 rubrique non soumise
44xx		1 rubrique soumise à déclaration
47xx		2 rubriques soumises à autorisation, 2 rubriques soumises à déclaration et 2 rubriques non soumises

La liste complète des installations classées est détaillée en annexe 1 (non largement diffusées mais pouvant être communiquées sur demande écrite) du présent arrêté.

L'établissement est classé en « seuil haut » au sens de l'article R.511-10 du code de l'environnement.

L'article 3.4.1 est supprimé.

ARTICLE 4 - Disposition particulière relative au stockage couvert de mélanges de gaz médicaux

L'installation relative au stockage couvert de mélanges de gaz médicaux est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725 à l'exception de la prescription relative aux « *parois coupe-feu de degré 2 heures* » du point 2.4 - Comportement au feu des bâtiments de l'annexe 1 de cet arrêté.

La paroi de ce stockage couvert située du côté de l'unité acétylène et du pipe d'acétylène est coupe-feu de degré 2 heures afin de protéger le stockage des bouteilles de gaz médicaux contre un feu en provenance de l'unité acétylène et du pipe.

Toute disposition organisationnelle et constructive est prise afin de garantir l'absence d'effets dominos des phénomènes dangereux pouvant être identifiés sur ce stockage.

Il est interdit de stocker tout produit combustible ou inflammable à l'intérieur de l'installation. Cette interdiction doit être affichée en limite de l'installation en caractères apparents

ARTICLE 5 – Prescriptions complémentaires

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 6 - Sanctions

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 7 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean François Leca, 13002 Marseille) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours administratif, gracieux ou hiérarchique, dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant.

ARTICLE 8 - Publicité

Le présent arrêté est notifié à la société LINDE FRANCE SA.

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la Berre l'Étang et peut y être consultée.

Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 9 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

Le sous-préfet de l'arrondissement d'Istres,

Le maire de Berre l'Étang,

Le maire de Rognac,

Le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône,

Le directeur départemental des services d'incendie et de secours,

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Le directeur de l'agence régionale de santé,

Le chef du service interministériel régional des affaires civiles et économiques, de défense et de la protection civile,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

Annexe 1 : Liste des activités de LINDE Berre relevant des rubriques de la nomenclature des ICPE

Informations non largement diffusées mais pouvant être communiquées sur demande écrite